

Questions orales

ON DEMANDE DE NOUVEAUX PROGRAMMES

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame le Président, le premier ministre suppléant n'est pas sans savoir—et je crois qu'il sera même d'accord avec moi puisqu'il vient de citer des chiffres du Conference Board—que le Conference Board prévoit une piètre croissance et le maintien d'un taux de chômage élevé. Ce que tous les Canadiens veulent savoir, en fait, c'est quand le gouvernement va cesser de tourner en rond? Quand allons-nous avoir de nouveaux programmes ou de nouvelles mesures? Quand le ministre va-t-il se pencher sur les points que M^{me} Thatcher a sans doute signalés hier au premier ministre? S'il n'a pas l'intention de faire quoi que ce soit en ce sens, quand va-t-il recommander au premier ministre de dissoudre la Chambre et de déclencher des élections générales?

● (1450)

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre d'État (Relations extérieures)): Madame le Président, mon honorable ami semble dire que nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes pleinement satisfaits de la situation. Ce n'est pas vrai. Le premier ministre et le ministre des Finances le répètent chaque jour. Il y a un certain nombre de statistiques et de faits que nous n'aimons pas. Le député a l'air de croire que nous attendons bien calmement l'avenir. C'est faux. Nous cherchons constamment à améliorer les programmes existants. Nous le faisons régulièrement. Lors de la présentation d'un budget ou de l'annonce de nouveaux programmes, nous tentons de répondre plus particulièrement à certains des problèmes avec lesquels nous sommes aux prises. Le problème des jeunes en est un sur lequel nous nous concentrons très sérieusement à l'heure actuelle.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'IDÉE DE CONCLURE D'AVANTAGE D'ENTENTES SECTORIELLES DE LIBRE ÉCHANGE AVEC LES ÉTATS-UNIS

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Madame le Président, ma question est pour le ministre d'État chargé du commerce international. Il s'agit du document sur le commerce intitulé «Canadian Trade Policy for the 1980s» qu'il a déposé il y a environ un mois. En parlant de ce document, le ministre a déclaré qu'il fallait conclure davantage d'ententes sectorielles avec les États-Unis. Il y a environ 11 ans, l'un de ses prédécesseurs, Mitchell Sharp, a prétendu, dans un document analogue, que le libre-échange ne répondait pas aux vœux du Canada qui souhaite conserver le plus d'indépendance possible. Le ministre pourrait-il me dire pourquoi le cabinet passe outre aux arguments avancés par M. Sharp et pourquoi ces arguments n'ont plus aucune créance au cabinet maintenant?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, la comparaison du député est boîteuse, mais je constate avec plaisir qu'il s'intéresse à une question d'une importance capitale pour notre économie: l'expansion de nos débouchés commerciaux. M. Mitchell Sharp et le gouvernement se sont prononcés contre le libre-échange intégral avec les États-Unis, autrement dit l'union douanière. Je parle maintenant de certains secteurs qu'il faudrait peut-être étudier pour voir s'il n'y aurait pas lieu de conclure des accords de libre échange qui seraient mutuellement

profitables au Canada et aux États-Unis, ce qui est le cas dans le domaine automobile depuis 20 ans.

Nous nous demandons à l'heure actuelle s'il ne faudrait pas, pour relancer l'emploi au Canada, conclure des accords de libre échange avec les États-Unis surtout dans le domaine de la sidérurgie, des textiles et des vêtements. Nous tâchons de voir ce qu'il en est aussi du matériel de communications dans les villes. Nous pourrions aussi examiner les possibilités qui existent dans l'industrie pétro-chimique. Les capitalistes qui existent dans ces secteurs à forte concentration de main-d'œuvre croient que leurs industries pourraient en profiter. Il se peut que nos amis américains aient d'autres suggestions, mais l'enjeu, c'est le libre accès pour certains de nos produits, au grand marché américain qui présente plus d'avantages que d'inconvénients pour les fabricants canadiens qui ne disposent que d'un marché intérieur fort limité.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Le ministre a eu beau s'époumonner, madame le Président, il n'a pas répondu à ma question. Je tiens à savoir pourquoi le gouvernement fédéral renonce à la troisième option, soit celle de diversifier notre commerce, cette option que le gouvernement fédéral lui-même a préconisée pendant de nombreuses années, tout comme le gouvernement Diefenbaker avant lui, et qui allait dans le sens d'un rapprochement plus étroit de secteur à secteur avec les États-Unis, maintenant que comme par hasard les États-Unis voient leur part du commerce extérieur diminuer au fur et à mesure qu'augmentent celles des autres pays. Pourquoi ce changement de cap en ce moment?

L'hon. Gerald Regan (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, le député devrait comprendre que le gouvernement n'a pas changé de cap. Le propriétaire d'un établissement commercial voit en toute personne qui pénètre chez lui un client en puissance, surtout lorsqu'elle manifeste qu'elle a les moyens d'acheter. Nous cherchons à accroître notre commerce avec les États-Unis et pour faciliter à nos produits l'accès de leurs marchés, nous recherchons un abaissement des barrières douanières. Nous n'en négligeons pas pour autant la recherche de nouveaux débouchés dans les pays de la ceinture du Pacifique, où les pays membres de l'ANSEA et d'autres, du fait de leur rapide expansion, offrent de plus en plus d'excellents débouchés. Mon idée à moi, c'est que nous devons chercher à vendre nos produits autant que possible à tous les pays du monde, sans oublier que le marché d'exportation constitue une cible mouvante. C'est pourquoi nous devons saisir toutes les occasions qui se présentent. Voilà comment il se fait que notre commerce extérieur, qui n'était que de 17 milliards de dollars en 1970, a atteint 85 milliards de dollars l'année dernière.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA MODERNISATION DE LA LIGNE DÉFENSIVE AVANCÉE DE PRÉ-ALERTE

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Le ministre confirmerait-il que le gouvernement américain a proposé au gouvernement canadien de moderniser la ligne défensive avancée de pré-alerte au coût de près de un